

« Les deux défis de l'Europe »

par Herman Van Rompuy

(*Le Monde*, 9 mai 2011)

L'Europe, le continent de la culture et du goût, était pendant des siècles également le théâtre des conflits destructeurs. Mais, après le cataclysme qu'a constitué la deuxième guerre mondiale, l'Europe s'est réinventée et est devenue un vecteur de prospérité et de paix.

Cette réussite a agi comme un aimant : elle a aidé nos voisins de l'Est à en finir avec le communisme. L'élargissement a prouvé que nous voulions réellement une Europe unie et libre : aujourd'hui, plus de 500 millions d'hommes et de femmes de 27 pays démocratiques vivent dans une même Union, avec les mêmes institutions, la même vision de la justice, en partie la même monnaie.

Cette grande aventure européenne a commencé il y a aujourd'hui soixante et un ans, mais nous n'en sommes encore qu'au début. J'ai la conviction qu'au cours des prochaines années, nous continuerons à progresser.

Vu d'Europe, nous sommes face à deux défis : assurer le bien-être de nos citoyens et propager la prospérité et la stabilité dans le reste du monde, en commençant par les pays voisins.

Depuis la crise bancaire de 2008, l'Union européenne a évité l'effondrement de l'économie et jeté les bases pour une croissance et des emplois durables. Elle préserve la stabilité financière de la zone euro, au prix d'immenses efforts. La crise de la dette souveraine, déclenchée par une tempête venue d'ailleurs, a mis à l'épreuve notre détermination. L'enjeu est de taille.

Je sais que nous vivons une période éprouvante. Certains ont perdu leur emploi, d'autres sont confrontés à de graves difficultés ; la concurrence économique mondiale fait sentir ses effets. Et pourtant nous voyons aussi des jeunes qui créent des entreprises, des femmes et des hommes qui prennent des initiatives, des gens qui s'entraident. Le courage et la capacité à rebondir dont les Européens ont fait preuve dans cette crise sont le meilleur indicateur de la force qui est la nôtre.

Les décisions difficiles et audacieuses que nous prenons aujourd'hui sont déterminantes pour notre capacité à garantir à l'avenir notre prospérité et notre niveau de vie. Même si certaines de nos économies connaissent des difficultés, la croissance économique et l'emploi se redressent nettement en Europe. Nous sommes sur la bonne voie.

"NOTRE CRÉDIBILITÉ AU NIVEAU MONDIAL"

Quant au deuxième défi, c'est à nos portes que se forge notre crédibilité au niveau mondial. A l'Est et au Nord, ainsi qu'au Sud.

L'éveil démocratique du monde arabe ébranle d'anciennes convictions. Tout comme il y a vingt ans, lorsque beaucoup d'entre nous furent stupéfaits de voir l'Est de notre continent renverser ses dictateurs, les événements qui se déroulent aujourd'hui au sud de la Méditerranée nous prennent par surprise. Il est réconfortant que les mouvements de Tunis, du Caire et de Benghazi ne soient pas liés à l'extrémisme : les manifestants demandent des emplois, aspirent à la justice, veulent avoir un avenir dans leur pays. Le projet et l'idéologie d'Al-Qaïda ont perdu leur pertinence, non pas lorsqu'Oussama Ben Laden est mort, mais déjà le jour où l'acte désespéré d'un jeune Tunisien, Mohamed Bouazizi, en décembre dernier, a lancé le printemps arabe. C'est également pour cela que le règne de la peur de Mouammar Kadhafi doit prendre fin en Libye. Les pays de l'UE, la France en première ligne, ont mené la bataille diplomatique et militaire pour empêcher qu'un bain de sang ne se produise à Benghazi, convaincant d'autres pays de se joindre à nous.

Nous devons toutefois reconnaître que, par le passé, nous n'avons pas toujours respecté nos propres valeurs, en privilégiant plutôt l'intérêt de la stabilité régionale, en acceptant même des régimes qui n'étaient pas démocratiques pour contrer le risque de dictatures fanatiques. En fait, l'appel de la jeunesse arabe aux valeurs universelles que sont la liberté et la démocratie nous a réveillés. L'Europe est déterminée à appuyer toutes les initiatives en faveur d'une transformation démocratique et de réformes économiques qui profiteront à la population. Nous voulons que les pays d'Afrique du Nord et du

Proche-Orient deviennent une zone de prospérité. Le commerce et les investissements peuvent contribuer à créer un environnement propice à la libre entreprise plutôt qu'un capitalisme corrompu. Les jeunes, hommes et femmes, de l'Algérie au Yémen, devraient pouvoir se construire un avenir dans leur propre pays.

Pour être à la hauteur de ces deux défis - à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières - , l'Union européenne doit renforcer ses capacités et ses moyens. Sur le papier, nous avons tous les atouts en main. Notre marché unique offre des possibilités encore exploitées. Economiquement, nous constituons un bloc doté d'une capacité de levier importante sur la scène internationale. Ensemble, le nouveau service diplomatique européen et les 27 services des Etats membres possèdent une expérience et une expertise inégalées dans le monde. Sur le plan militaire aussi, nous disposons, si nous le souhaitons, d'un véritable potentiel. Pour que ces possibilités se concrétisent, il faut que tous les acteurs coopèrent et que tous les instruments soient mobilisés. Plus que jamais, c'est précisément ce que font, au sein du Conseil européen, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement.

Je suis fermement convaincu que l'Union européenne peut répondre à ces deux défis et faire en sorte que le vieux continent, fort de son dynamisme, reste le meilleur endroit du monde pour vivre. Comme toute chose dans notre Union, cela n'arrivera pas du jour au lendemain mais pas à pas. Ou, pour reprendre les mots prononcés par Robert Schuman le 9 mai 1950 : "L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait."